

lorsque nous reprendrons les rênes pour remettre de l'ordre dans la pagaie que nous ont laissée les gens d'en face avec la complicité du NPD.

J'ai écouté le chef du NPD reprendre à son compte le thème des marxistes-léninistes au cours de la dernière campagne lors des élections fédérales: Que les riches paient. C'était alors son leitmotiv et voilà qu'il nous ressort la même rengaine aujourd'hui. De qui s'inspire-t-il? Des marxistes-léninistes? Probablement. Quelle originalité! C'est tout bonnement navrant.

Monsieur l'Orateur, il faut rappeler aux Canadiens que le gouvernement admet pour la première fois que nous avons des problèmes au pays. Il se trouve que nous ne sommes pas d'accord sur les solutions proposées. Mon collègue, le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson), a exposé de façon fort claire et succincte les mesures que nous prendrions pour résoudre certains de ces problèmes. Je dois dire que le plus tôt sera le mieux; qu'on nous en donne la chance.

[Français]

**M. Claude-André Lachance (Rosemont):** Monsieur le président, il y a déjà plusieurs mois... Je vois mon collègue de Nepean-Carleton (M. Baker), je le salue. Nous siégeons tous les deux à un comité qui, je l'espère, pourra bientôt déposer un rapport et réformer cette institution. Mais pour en venir à mon propos plus immédiat d'aujourd'hui, je pense que nous pouvons dire, et les commentateurs le disent, que le ministre des Finances (M. Lalonde), dans son exposé, a fait un constat lucide d'une conjoncture pour le moins défavorable et des contraintes financières et budgétaires tout aussi indiscutables qui affligent le gouvernement. Ce qui est dangereux évidemment quand on discute d'économie c'est d'ajouter sa voix au chœur déjà bien bruyant des gérants d'estrade, car y a-t-il un sujet qui suscite plus d'opinions contradictoires, de théories diverses, d'anathèmes d'une école à une autre que celui des causes et effets qui sont de l'essence de la science économique? Pour certains, le marché est fondamentalement un concept qui ne peut fonctionner de lui-même, qui est aberrant dans ses manifestations, et l'État doit être celui qui régularise les effets les plus aberrants du fonctionnement du marché. C'était la théorie à la mode durant les années 1930, c'est celle-là qui a permis à lord Keynes de développer sa théorie maintenant célèbre sur le rôle régulateur de l'État sur le marché.

Depuis une quinzaine d'années que les économies occidentales vivent certains phénomènes nouveaux, quasiment incompréhensibles comme la «stagflation», par exemple, eh bien, il y a une nouvelle théorie à la mode, c'est celle que l'État est fondamentalement imparfait et qu'il faut redonner à ce marché le soin de trouver un sain équilibre entre les diverses forces en présence et, qu'en conséquence, l'État doit cesser de triturer les effets normaux du marché. Deux théories qui, à ma connaissance, ni l'une ni l'autre n'ont jamais pu être démontrées parce qu'elles sont indémontrables. Ce sont des hypothèses de travail et comme telles elles permettent aux économistes de développer des modèles pour leur permettre de mieux comprendre ce qui se passe et donner au gouvernement des conseils sur la voie à suivre. Or donc, aux États-Unis, par exemple, ou en Grande-Bretagne, de cette conception nouvelle que l'État doit redonner

### *Pouvoir d'emprunt supplémentaire*

au marché le soin de se débrouiller avec ses propres contradictions, sont sorties diverses théories comme le *Supply Side Economics*, une résurrection du monétarisme strict et autres théories économiques qui ont leurs partisans et leurs détracteurs. Je reviens donc à l'exposé économique du ministre des Finances, et à mon avis son mérite c'est d'avoir appelé un chat un chat et d'avoir dit aux Canadiens quelles sont les conditions présentes qui existent au Canada de manière aussi objective que possible, même lorsque le bât blesse, et de leur indiquer en même temps quels choix s'étaient donnés le gouvernement. Pour sûr certains favoriseront d'autres choix, certains préconiseront d'autres solutions, c'est normal, la science économique est par définition une science inexacte. Et de cet échange de vues découle justement une meilleure compréhension des phénomènes économiques.

• (1440)

Dans le domaine budgétaire, on retrouve dans le communiqué que le ministre émettait le jour même six éléments qui sous-tendent le processus budgétaire: le maintien des restrictions des dépenses publiques, le maintien des programmes de sécurité sociale pour les Canadiens qui en auront le plus besoin, le rôle primordial du secteur privé, moteur de la croissance économique, le soutien des politiques commerciales orientées vers l'extérieur, la promotion d'une large consultation sur l'élaboration des politiques économiques, l'élaboration d'une stratégie efficace de redressement national et de développement économique à partir de l'esprit de coopération instauré par le programme des 6 et 5.

Voilà, monsieur le président, ce qui était dans le communiqué. Et je voudrais peut-être aujourd'hui avec mes collègues voir si les solutions possibles qui sont proposées par les commentateurs, par les politiciens, par les économistes étaient susceptibles de donner au gouvernement une véritable solution de rechange. Et je commencerai d'abord par une réalité objective qui les oblige à éliminer certains choix possibles, et ici je fais amende honorable, monsieur le président, car il y a quelques mois avant que cette Chambre s'ajourne pour l'été, j'avais durant la période des questions orales demandé au ministre des Finances (M. MacEachen) de l'époque s'il envisageait la possibilité d'une dévaluation de la devise canadienne. Ceci bien sûr ayant pour objectif de permettre un assouplissement des taux d'intérêt exorbitants qui sévissaient à l'époque. On se souvient qu'il s'agissait de 18, 19, 20, 21 p. 100. Maintenant le problème est peut-être un peu moins aigu, mais il reste quand même une préoccupation.

Donc, si on accepte la réalité objective que le Canada est par définition une nation commerçante, dont plus de 30 p. 100 du produit national brut—et c'est un chiffre considérable si on le compare avec la situation qui existe chez nos principaux partenaires économiques—30 p. 100 de notre PNB provient de notre commerce extérieur, on se rend compte immédiatement qu'il est extrêmement difficile même de nous isoler de ce qui se passe ailleurs, de faire abstraction de la conjoncture internationale, de faire comme si les économies mondiales ne nous concernaient pas, d'espérer pouvoir continuer à vendre nos produits partout dans le monde, même si de façon générale la demande partout dans le monde a diminué, bref, de faire comme si nous pouvions vivre en totale autarcie.

Nous ne sommes pas le Japon! On dit souvent et c'est vrai que le Japon est le maître du commerce, et pourtant le Japon